

Récépissé de dépôt d'une demande de transfert d'une déclaration préalable délivrée en cours de validité

Madame,

Vous avez déposé une demande de transfert d'un permis délivré en cours de validité. Le délai d'instruction de votre dossier est de :

- **un mois** pour les demandes de transfert d'une déclaration préalable.
- **Si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un transfert d'autorisation tacite.**
- **Attention : le transfert de permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date de décision du transfert, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

(à remplir par la mairie)

Le projet autorisé par la déclaration préalable délivré le 18/04/2025 fait l'objet d'une demande de transfert n° DP 87 114 2500042 T01

déposée à la mairie le : 04/10/2025

Demandeur : Mme PERRAT Mylène

Adresse du projet : 46 avenue du Général de Gaulle - 87350 PANAZOL

fera l'objet d'un transfert d'autorisation tacite¹ à défaut de réponse de l'administration dans le délai de un mois (mentionné ci-dessus) après la date de dépôt en mairie.

¹⁾ le maire ou le Préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :



Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain et d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600 -2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600 -1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Affiché le : 06/10/2025